

*Province de Liège*  
**BULLETIN PROVINCIAL**  
*Périodique*

---

**Sommaire**

*Pages*

**N°15 SERVICES FÉDÉRAUX DU GOUVERNEUR – ORDRE PUBLIC –  
MESURES GÉNÉRALES D'ADMINISTRATION INTÉRIEURE**

*Arrêté de police du Gouverneur du 25 mars 2020 concernant l'organisation  
des funérailles.*

**41**

**N°15 SERVICES FÉDÉRAUX DU GOUVERNEUR – ORDRE PUBLIC –  
MESURES GÉNÉRALES D'ADMINISTRATION INTÉRIEURE**

*Arrêté de police du Gouverneur du 25 mars 2020 concernant l'organisation des funérailles.*



Gouverneur de la province de Liège

**ARRÊTÉ DE POLICE**

**Le Gouverneur de la province de Liège**

Vu la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales et en particulier son article 5, §1<sup>er</sup>, e) ;

Vu la déclaration de l'OMS de l'état d'urgence de santé publique de portée internationale (USPPI) en date du 30 janvier 2020 ;

Vu la loi du 6 mars 1818 relative aux peines à infliger pour les contraventions aux mesures générales d'administration intérieure, ainsi que les peines qui pourront être statuées par les règlements des autorités provinciales ou communales ;

Vu la loi provinciale du 30 avril 1836, l'article 128 ;

Vu le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale ;

Vu l'urgence et le risque sanitaire que représente le nouveau coronavirus pour la population belge ;

Vu l'Arrêté Ministériel du 23 mars 2020, portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ;

Vu la demande de Monsieur le Ministre du logement, des Pouvoirs locaux et de la ville de Wallonie, laquelle relaie la demande exprimée par la Fédération wallonne des Entrepreneurs de Pompes Funèbres ;

Vu l'avis positif du Ministre-Président de la Communauté germanophone, Ministre des Pouvoirs locaux et des Finances ;

Considérant le principe de précaution qui implique que lorsqu'un risque grave et potentiel ayant un certain degré de probabilité a été détecté, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures de protection urgentes et provisoires au niveau le plus approprié pour ce faire ;

Considérant la propagation de plus en plus importante du nouveau coronavirus COVID-19 ;

Considérant les difficultés des entreprises de pompes funèbres à assurer le respect des mesures de confinement décidées par le Gouvernement fédéral au travers de l'Arrêté Ministériel du 23 mars 2020 précité ;

Considérant que le non-respect potentiel de ces mesures fait courir un risque majeur aux membres du personnel des entreprises de pompes funèbres dans l'exercice de leurs missions ;



Considérant qu'en sus, les rassemblements de personnes à un même endroit favorisent la propagation du virus de sorte qu'ils doivent être strictement règlementés, sous toutes les formes qu'ils peuvent revêtir ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures afin d'assurer l'exercice des missions liées à l'activité de pompes funèbres dans des conditions sanitaires maîtrisées et, partant, assurant la pérennité de ce service indispensable ;

### ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** – Le transport de tout défunt ne peut être réalisé que par les entreprises de pompes funèbres agréées et à destination d'une chambre mortuaire qu'elles abritent. Tout retour de défunt à domicile est interdit.

**Article 2** – Les périodes de visites ou de condoléances sont remplacées par une seule période de recueillement s'étendant sur une plage horaire d'une heure par jour, sur rendez-vous, à convenir entre l'entreprise de pompes funèbres et la famille du défunt.

Pour l'organisation de ladite période, l'entreprise de pompes funèbres veille à mettre à disposition le salon funéraire le plus vaste dont elle dispose afin de pouvoir assurer le respect de la distanciation sociale telle que visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup> de l'Arrêté Ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19.

Un maximum de cinq personnes issues du cercle strictement familial du défunt est autorisé à participer simultanément à la période de recueillement.

**Article 3** – Un maximum de quinze personnes est autorisé à participer aux funérailles d'un défunt, à partir de sa sortie du funérarium, jusqu'à l'inhumation ou à la crémation et dispersion. Ce nombre maximum comprend les opérateurs communaux et des pompes funèbres.

En cas de demande d'organisation d'une cérémonie confessionnelle ou non-confessionnelle, l'entreprise de pompes funèbres veille à répondre favorablement au souhait exprimé par la famille ou les ayants droits du défunt mais uniquement via une organisation en plein air. Toute cérémonie dans un lieu confiné est strictement proscrite.

**Article 4** – Les autorités communales et les services de police sont chargés de faire appliquer le présent arrêté.

**Article 5** – La Fédération wallonne des Entrepreneurs de Pompes Funèbres est chargée de diffuser l'information et les bonnes pratiques à l'ensemble de ses membres et à fournir un accompagnement pratique à la demande.

**Article 6** – Chaque entreprise de pompes funèbres veille à ce que les coûts liés à l'organisation de funérailles soient strictement limités au service réellement assuré et sans surcoût, compte-tenu des restrictions imposées par le présent arrêté.



**Article 7** – Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées des peines prévues à l’article 1<sup>er</sup> de la loi du 6 mars 1818, modifiée par les lois du 5 juin 1934 et du 14 juin 1963 concernant les contraventions aux règlement administratifs.

**Article 8** – Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement et sera affiché aux emplacements habituellement prévus pour les notifications officielles.

**Article 9** – Le présent arrêté sera notifié sous pli ordinaire et par courriel

Pour disposition

- a) À l’ensemble des Bourgmestres de la province de Liège chargés de l’afficher sans délai ;
- b) À l’ensemble des zones de police de la province de Liège ;
- c) À Madame la Directrice Générale de la province de Liège ;
- d) À Monsieur le Procureur général et Messieurs les Procureurs du Roi de la province de Liège ;
- e) Au Collège provincial de la province de Liège.

Pour information :

- a) À la Première Ministre ;
- b) Au Ministre fédéral de la Sécurité et de l’Intérieur ;
- c) A la Ministre fédérale de la Santé publique ;
- d) Au Ministre-Président de la Wallonie ;
- e) Au Ministre-Président de la Communauté germanophone, Ministre des Pouvoirs locaux et des Finances
- f) Au Ministre du Logement, des Pouvoirs Locaux et de la Ville de Wallonie ;
- g) Au Ministre-Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles ;
- h) Au Centre de Crise national ;
- i) Au Centre de Crise régional ;
- j) Aux membres de la cellule de sécurité de la province de Liège;
- k) A l’ensemble des entreprises de pompes funèbres de la province de Liège (via les Bourgmestres) ;
- l) A la Fédération wallonne des Entrepreneurs de Pompes Funèbres.

*Un recours en annulation, ainsi qu’un éventuel recours en suspension, peuvent être introduits par requête, auprès du Conseil d’Etat sis au 33, rue de la Science, 1040 Bruxelles ou électroniquement via le site : <https://leproadmin.raadvst-consetat.be/>, dans un délai de 60 jours à compter de la notification du présent arrêté, conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d’Etat du 12 janvier 1973.*

Liège, le 25 mars 2020

Catherine DELCOURT

Gouverneur f.f.



## POLIZEIVERORDNUNG

### der Gouverneur der Provinz Lüttich

Gesehen der Konvention zur Wahrung der Menschenrechte und Grundfreiheiten und im Besonderen sein Artikel 5, §1<sup>er</sup>, e)

Gesehen der Erklärung der WHO zur gesundheitlichen Notlage von internationaler Tragweite (USPPI) vom 30 Januar 2020;

Gesehen des Gesetzes vom 06. März 1818 in Bezug auf die Strafen, die bei Übertretungen der allgemeinen Massnahmen in Bezug auf die interne Verwaltung aufzuerlegen sind, und auf die Strafen, die durch Verordnungen der Provinzial- oder Gemeindebehörden festgelegt werden können;

Gesehen des belgischen Provinzial- Gesetz vom 30. April 1836;

Gesehen des Prinzips der Vorsichtsmassnahme im Rahmen der Verwaltung einer interantionalen Gesundheitskrise;

Gesehen der Dringlichkeit und des Gesundheitsrisikos, welches das neue Coronavirus für die belgische Bevölkerung darstellt;

Gesehen des ministeriellen Beschlusses vom 23. März 2020 über die dringenden Massnahmen, um die ausbreitung des Coronavirus COVID-19 zu limitieren;

Gesehen der Anfrage des Herrn Ministers der Wallonie für Wohnungswesens, der lokalen Behörden und der Stadt, der die Anfrage der wallonischen Föderation der Bestattungsunternehmen weiterleitet;

Gesehen des positiven Gutachtens des Ministerpräsidenten der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Minister der lokalen Behörden und Finanzen;

In Erwägung des Prinzips der Vorsichtsmassnahme, welches mit sich zieht, dass im Falle eines schlimmen und potentiellen Risikos mit einer gewissen Wahrscheinlichkeit, es den öffentlichen Autoritäten obliegt, dringende und provisorische Schutzmassnahmen auf angemessener Ebene zu treffen;

In Erwägung des sich stets weiter ausbreitenden neuen Coronavirus COVID -19;

In Erwägung der Schwierigkeiten der Bestattungsunternehmen die Ausgangssperre, welche durch die föderale Regierung mittels des ministeriellen Beschlusses vom 23. März 2020 beschlossen wurde, zu respektieren;



In Erwägung dass das potentielle Nicht-Respektieren dieser Massnahmen eine ernstzunehmende Gefahr für das Personal der Bestattungsunternehmen in der Ausführung ihrer Aufträge darstellt;

In Erwägung, dass darüber hinaus die Versammlung von Personen an einem gleichen Ort, die Verbreitung des Virus begünstigt, so dass diese Versammlungen strikt in allen erdenklichen Formen geregelt werden müssen

In Erwägung, dass Massnahmen getroffen werden müssen, um die Ausführung der Aufträge der Bestattungsunternehmen in kontrollierten sanitären Bedingungen zu garantieren und das Weiterbestehen dieses unverzichtbaren Dienstes zu sichern;

### BESCHLUSS

**Artikel 1** – Le transport de tout défunt ne peut être réalisé que par les entreprises de pompes funèbres agréées et à destination d’une chambre mortuaire qu’elles abritent. Tout retour de défunt à domicile est interdit. Der Transport von verstorbenen Personen darf ausschliesslich durch anerkannte Bestattungsunternehmen zur ihrer Trauerhalle durchgeführt werden.

**Artikel 2** – Die Besuchs- oder Kondolenzperioden werden ersetzt durch eine einzige Andachtsperiode während einer Stunde pro Tag, auf Termin, welche zwischen dem Bestattungsunternehmen und der Familien des Verstorbenen zu klären ist.

Für die Organisation dieser Periode achtet das Bestattungsunternehmen darauf, den grösstmöglichen Raum zur Verfügung zu stellen, um das Prinzip des sozialen Abstandes gemäss Artikel 1, §1 des ministeriellen Beschlusses vom 23. März 2020 mit Hinblick auf die dringenden Massnahmen, um die Verbreitung des Coronavirus COVID-19 zu limitieren, zu gewährleisten.

Es wird ein Maximum von fünf Personen des engen Familienkreises gestattet, gleichzeitig an der Andacht teilzunehmen.

**Artikel 3** – Einem Maximum von 15 Personen wird es gestattet, an der Bestattung einer verstorbenen Person teilzunehmen, ab Verlassen des Bestattungsinstituts bis zur Beerdigungstätte oder Einäscherung und Verstreuung.

Im Falle einer Anfrage zur Organisation einer konfessionellen oder nicht-konfessionellen Zeremonie, versucht das Bestattungsunternehmen den Wünschen der Familie oder der Nachkommen zu entsprechen, aber ausschliesslich im Freien. Jegliche Zeremonie in einem geschlossenen Raum ist streng verboten.

**Artikel 4** – Die kommunalen Autoritäten und die Polizeidienste sind gehalten diesen vorliegenden Beschluss durchzusetzen.



**Artikel 5** – Die wallonische Föderation der Bestattungsunternehmer wird damit beauftragt diese Information und die bewährten Verfahren an alle ihre Mitglieder zu verbreiten und auf Anfrage eine praktische Begleitung zu gewährleisten.

**Artikel 6** – Jedes Bestattungsunternehmen achtet darauf, dass die Kosten, die mit der Organisation einer Beisetzung verbunden sind, strikt auf die reellen Dienste und ohne Aufpreis limitiert werden, angesichts der durch diesen Beschluss auferlegten Beschränkungen.

**Artikel 7** – Die Zuwiderhandlungen gegen diesen vorliegenden Beschluss werden durch Strafen, die im Artikel 1 des Gesetzes vom 06. März 1818, abgeändert durch die Gesetze vom 05. Juni 1934 und vom 14. Juni 1963 vorgesehen sind, geahndet.

**Article 8** – Der vorliegende Beschluss tritt sofort in Kraft und wird an den üblich vorgesehenen Stellen für amtliche Bekanntmachungen ausgehängt.

**Article 9** – Vorliegender Beschluss wird notifiziert mittels eines gewöhnlichen Briefs und per E-Mail.

#### Zur Ausführung

- a) An alle Bürgermeister der Provinz Lüttich, die damit beauftragt werden diese ohne Verzug auszuhängen;
- b) An alle Polizeizonen der Provinz Lüttich;
- c) An Frau Generaldirektorin der Provinz Lüttich;
- d) An Herrn Generalprokurator und die Herrn Prokuratoren der Provinz Lüttich;
- e) An das Provinzialkollegium der Provinz Lüttich.

#### Zur Information:

- a) An Frau Premierminister;
- b) An den föderalen Minister der Sicherheit und des Inneren;
- c) An die föderale Ministerin der öffentlichen Gesundheit;
- d) An den Ministerpräsidenten der Wallonie;
- e) An den Ministerpräsidenten der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Minister für lokale Behörden und Finanzen;
- f) An den wallonischen Minister für Wohnungswesen, der lokalen Behörden und der Stadt;
- g) An den Ministerpräsidenten der Föderation Wallonie-Brüssel;
- h) An das nationale Krisenzentrum;
- i) An das regionale Krisenzentrum;
- j) An die Mitglieder der Sicherheitszelle der Provinz Lüttich;
- k) An alle Bestattungsunternehmen der Provinz Lüttich (via den Bürgermeistern);
- l) An die wallonische Föderation der Bestattungsunternehmer.

*Un recours en annulation, ainsi qu'un éventuel recours en suspension, peuvent être introduits par requête, auprès du Conseil d'Etat sis au 33, rue de la Science, 1040 Bruxelles ou électroniquement via le site : <https://leproadmin.raadvst-consetat.be/>, dans un délai de 60 jours à compter de la notification du présent arrêté, conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973.*



---

Gouverneur de la province de Liège

---

Lüttich, den 25. März 2020

Catherine DELCOURT

Gouverneur f.f.